

8 mai 2006, Ottawa

Allocution à l'occasion d'une visite au CALU

Merci, Mesdames et Messieurs.

Je vous remercie beaucoup de votre accueil chaleureux. Et merci, Gord, pour cette aimable introduction. Comme beaucoup d'entre vous le savez, Gord est l'un des membres fondateurs de CALU. Un homme qui, comme nombre d'entre vous, croit à l'esprit d'entreprise et aux valeurs qu'il incarne – comme le dur labeur, l'innovation et la réussite. Il s'agit là de valeurs que nous souhaitons depuis longtemps voir guider le gouvernement du Canada, et je vous remercie, Gord, pour votre appui au fil des ans.

Par exemple, lorsque je me suis adressé à votre organisation l'an dernier, j'ai parlé des torts que des années de scandales libéraux avaient causés. J'ai parlé de la nécessité de mettre un terme au gaspillage, à la mauvaise gestion flagrante et à la corruption. Et j'ai aussi parlé du besoin de faire le grand ménage au gouvernement. Eh bien, c'est précisément ce que nous avons entrepris de faire le mois dernier lorsque nous avons déposé le projet de loi anti-corruption et réformateur le plus exhaustif de toute l'histoire du Parlement canadien, la Loi fédérale sur l'imputabilité. Cette loi reformera complètement les mesures législatives sur le financement électoral et mettra fin à l'influence de l'argent dans les partis politiques fédéraux, en faisant en sorte que seuls les particuliers puissent faire des dons et que ces dons se limitent à un maximum de 1 000 \$ par année. Elle mettra fin au mécanisme de porte tournante qui opère entre les cabinets de ministres, la bureaucratie et les sociétés de lobbying, en interdisant aux ministres, à leur personnel et aux hauts fonctionnaires de faire du lobbying auprès du gouvernement fédéral pendant cinq ans après leur départ. Elle assainira les processus de passation de marchés, de sondages, d'approvisionnements, de publicité et de nomination afin de faire en sorte qu'ils ne servent pas seulement à récompenser les amis politiques.

Pour veiller à ce que le système reste sain, nous accorderons également plus de pouvoir aux agents indépendants de surveillance comme la vérificatrice générale et nous protégerons les dénonciateurs qui présentent des preuves d'inconduite. Enfin, nous allons assurer la transparence du processus budgétaire en établissant un bureau indépendant du budget parlementaire. L'idée est de remplacer la culture du tout m'est dû très prisée sous l'ancien gouvernement et de donner aux Canadiennes et aux Canadiens un gouvernement sain et efficace. Un gouvernement qui rend des comptes. Un gouvernement qui traite l'argent des contribuables avec respect. C'est ce pour quoi les Canadiennes et les Canadiens ont voté le 23 janvier et c'est ce que nous allons leur donner.

À une autre occasion, je vous ai parlé de l'importance de rétablir nos relations avec les États-Unis. L'an passé, j'avais aussi promis de rétablir notre relation spéciale aux plans du commerce et de la sécurité avec notre client le plus important et voisin immédiat – les États-Unis. Et nous avons commencé à prendre des mesures, par exemple, en renégociant et en renouvelant l'accord du NORAD. Cependant, peut-être que la mesure la plus importante que nous avons prise a été de conclure une entente pour mettre fin à l'accablant différend du bois d'œuvre avec les États-Unis qui durait depuis des années. Cette entente est bonne pour le Canada et les producteurs canadiens. Elle offre : le remboursement de plus de 80 % des

fonds – plus de 4 milliards de dollars US – engagés dans des poursuites sans fin, un accès stable et garanti au marché américain, dont aucun quota ni tarif dans les conditions actuelles du marché et une protection contre les exportations de bois bon marché de tiers pays. Cela montre ce qu'on peut réaliser quand on privilégie la bonne volonté et le dur labeur au détriment des politiques malhonnêtes et des paroles creuses.

Le plus important, Mesdames et Messieurs, c'est que je vous ai toujours dit qu'un gouvernement conservateur aura des priorités économiques différentes. Nous accordons de l'importance au secteur privé et à l'esprit d'entreprise. Nous croyons que lorsqu'on récompense le dur labeur et l'innovation, on crée des possibilités. Nous sommes conscients du fait que les entreprises sont florissantes lorsque le gouvernement privilégie un milieu qui récompense la réussite. Le 23 janvier, les Canadiennes et les Canadiens ont voté pour ce type de changement et nous allons le leur donner. Et la semaine dernière, c'est ce type de changement que le ministre Flaherty a offert avec son premier budget. Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a offert un budget excédentaire, un budget responsable, un budget conservateur. Il a offert un budget qui réduit les taxes et les impôts des particuliers, des familles et des entreprises canadiennes de toutes les tailles.

Le budget commence en réduisant les impôts. Il permet d'économiser deux dollars de taxes sur chaque dollar de nouvelles dépenses. En fait, au cours des deux prochaines années, nous comptons offrir près de 20 milliards de dollars aux particuliers en réduction d'impôts – plus que dans les quatre derniers budgets fédéraux combinés. Il réduit la taxe de vente. Il réduit l'impôt des particuliers. Il réduit l'impôt des sociétés. Il réduit les taxes à l'immigration. Il réduit l'impôt sur le capital et l'impôt sur le gain en capital. Et cætera. Ce budget prévoit la réduction de 29 différents types de taxes, rien de moins.

Grâce à nos réductions d'impôts, plus de 650 000 Canadiennes et Canadiens à faible revenu seront rayés des rôles d'imposition. Comme vous le savez, nous allons commencer nos réductions en faisant passer la TPS de 7 % à 6 % à compter du 1er juillet. Nous réduisons également l'impôt des particuliers non seulement en augmentant l'exemption personnelle et en assurant des taux peu élevés aux personnes à faible revenu, mais aussi en offrant un crédit canadien pour l'emploi qui profiterait en particulier aux travailleurs de la classe moyenne. Nous allons donner un répit aux Canadiennes et aux Canadiens travailleurs en offrant un nouveau crédit canadien pour l'emploi jusqu'à concurrence de 500 \$. Ce montant doublera à 1 000 \$ en janvier 2007. Ces réductions se traduiront par de véritables économies pour les Canadiennes et les Canadiens ordinaires.

Les familles qui gagnent entre 15 000 \$ and 30 000 \$ par année économiseront près de 300 \$, tandis que celles qui gagnent entre 45 000 \$ et 60 000 \$ économiseront près de 650 \$. Des économies qui leur permettront d'avancer un peu. Qui leur permettront de payer pour les choses nécessaires ou d'épargner pour payer les études de leurs enfants. Pour acheter ce qu'ils veulent. Après tout, c'est leur argent. Ils ont travaillé fort pour le gagner. Alors ils devraient être en mesure d'en garder une plus grande partie. Il en va de même pour les entreprises. Nous allons également exploiter le potentiel entrepreneur de notre secteur de la petite entreprise. Nous allons hausser le revenu admissible au taux d'imposition de 12 % de 300 000 \$ à 400 000 \$. Et ce taux passera de 11, 5 % en 2008 à 11 % en 2009.

Par ailleurs, nous allons réduire l'impôt que paient les sociétés canadiennes en : En faisant passer de 21 % à 19 % le taux général d'impôt des sociétés et ce, d'ici 2010, soit deux ans avant la date prévue, en éliminant la surtaxe des sociétés et en se débarrassant complètement de l'impôt fédéral sur le capital. Vous serez nombreux à constater que le budget contient également des exonérations appréciables de l'imposition du gain en capital. Ainsi, jusqu'à concurrence de 500 000 \$, les transferts de capitaux d'entreprises de pêche au sein d'une même famille ne seront plus imposés. C'était déjà le cas pour les agriculteurs et les exploitants de lots boisés. Il n'y aura pas non plus d'impôt sur les gains en capital pour les valeurs offertes aux œuvres de bienfaisance. À notre avis, cette mesure suscitera un important apport de fonds aux agences sociales et culturelles.

Et ne croyez pas que j'aie oublié la promesse que nous avons faite pendant la campagne électorale de permettre des reports plus substantiels de l'impôt sur le gain en capital. Nous continuons de nous pencher sur ce dossier pour l'an prochain. Notre budget contient également de nouvelles initiatives budgétaires, mais elles sont ciblées dans les domaines de compétence fédérale et nous sommes déterminés à restaurer le système de gestion des dépenses. Dans les dépenses, notre budget est ciblé.

Laissez-moi vous dire, Mesdames et Messieurs, que je m'inquiète des taux d'accroissement des dépenses. Dans ce budget, ils sont loin des nombres à deux chiffres que nous avons connus ces dernières années, mais ils augmentent encore au moins au même rythme que ceux de la croissance économique. Le ministre Flaherty et le président du Conseil du Trésor, John Baird, se sont engagés à refondre le système de gestion des dépenses, qui ne marche plus du tout, et ils m'ont promis des résultats d'ici le début de l'automne. Mais déjà nos dépenses sont davantage contrôlées et ciblées. Nos grandes priorités sont peu nombreuses – il y en a cinq et non quinze ou cinquante. Il n'y aura plus de gaspillage d'argent dans des priorités sans cette changeantes et grandissantes. Nous savons quoi croire. Nous savons à quoi nous en tenir. Et la vaste majorité de nos dépenses sera consacrée à des domaines de compétences clairement fédéraux. Assurer la sécurité publique et la surveillance de nos frontières, rendre plus sévère le système pénal et renflouer l'effectif de la GRC et, bien sûr, amorcer le long travail de reconstruction de nos forces armées.

Comme première étape pour régler le déséquilibre fiscal, nous avons augmenté les transferts aux provinces dans les domaines de leur compétence. Déjà, la plupart des provinces s'approche d'une position excédentaire et, grâce à un gouvernement fédéral moins centralisé, nous constatons une nette amélioration dans le dossier de l'unité nationale. Nos dépenses, quand nous en ferons, reflèteront les priorités réelles des Canadiennes et des Canadiens ordinaires.

L'an dernier, j'ai également promis de ne pas imposer aux Canadiennes et aux Canadiens une approche universelle irréfléchie de la garde d'enfants. L'ancien gouvernement était prêt à verser, au nom de la garde d'enfants, des milliards de dollars aux bureaucrates, aux militants et autres politiciens. Dans notre budget, la majorité de cet argent est versée aux parents. Tous les parents qui ont des enfants d'âge préscolaire recevront la nouvelle prestation universelle de 1 200 \$ pour la garde d'enfants. Nous croyons en effet que ce sont les parents, et non les gouvernements, qui devraient faire le choix en matière de garde d'enfants. Nous investissons en outre dans notre économie et notre avenir, particulièrement les jeunes.

Nous finançons davantage les infrastructures publiques qui connaissent depuis longtemps un navrant déclin dans ce pays. Et nos investissements dans l'éducation postsecondaire sont appréciables. Pour ce faire, nous offrirons aux provinces un milliard de dollars supplémentaires pour l'infrastructure postsecondaire et nous aiderons les jeunes et leur famille à payer pour leurs études postsecondaires : en exemptant de l'impôt fédéral tous les revenus provenant de bourses, en offrant un nouveau crédit d'impôt pour les manuels scolaires et en élargissant les critères d'admissibilité des étudiants au Programme canadien de prêts aux étudiants grâce à une réduction du montant que les parents doivent déboursier.

Nous n'avons pas oublié non plus ceux qui se destinent aux métiers spécialisés. En effet, nous adoptons une déduction fiscale d'un montant maximum de 500 \$ qui vient s'ajouter au nouveau crédit d'impôt pour l'emploi. Et nous encourageons les employeurs à recruter des apprentis grâce à un nouveau crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 2 000 \$. Et voilà.

Mesdames et Messieurs, le 23 janvier les Canadiennes et les Canadiens ont voté pour le changement. Et ils ont confié à notre parti le mandat d'en être le maître d'œuvre. Seulement 100 jours se sont écoulés, mais nous sommes résolu à diriger et nous sommes résolu à produire des résultats. Nous avons promis d'assainir le gouvernement. Nous avons déposé le projet de loi fédérale sur l'imputabilité. Nous avons promis de réduire les impôts et de mettre le Canada sur la bonne voie au plan économique. Voilà les priorités de notre budget.

Nous avons promis de nouer une relation plus mûre avec les États-Unis et d'appuyer réellement nos hommes et nos femmes en uniforme. C'est ce que nous faisons. Nous avons donc bien démarré. Nous faisons d'autres choses dont, si je suis encore ici l'an prochain, j'aurai un peu plus de temps de vous parler : par exemple, de la lutte contre les crimes liés aux armes de poing, aux gangs et aux drogues et du rétablissement de la sécurité de nos rues. Et ce dans un esprit de collaboration avec toutes les provinces afin de créer un Canada fort, uni, indépendant et libre et avec un Québec confiant, autonome, solidaire et fier. En attendant, laissez-moi vous rappeler que nous essayons de faire tout cela dans un Parlement minoritaire. Et ils sont nombreux, dans ce Parlement, qui, pour leurs propres raisons politiques, ne veulent pas voir de changement, même positif, ou, dirais-je, surtout s'ils sont positifs.

Nous aurons de besoin de votre aide – de l'aide de tous ceux et celles qui sont ici présents, de cette organisation, et de tous ceux et celles que vous connaissez et qui appuient ce que nous faisons. Aidez-nous en envoyant des courriels et des lettres aux députés de tous les partis politiques, ou en leur téléphonant. Dites-leur que vous en avez assez des scandales, de l'inaction et de l'indécision. Dites-leur d'appliquer le plan. Le plan que nous avons afin d'adopter le budget et de réduire les impôts. Le plan que nous avons pour faire passer l'entente sur le bois d'œuvre et rétablir une bonne relation avec les États-Unis. Le plan que nous avons pour adopter la Loi fédérale sur l'imputabilité et assainir le gouvernement. Le plan que nous avons pour bâtir un Canada fort et le faire avancer. Le plan pour lequel les Canadiennes et les Canadiens ont voté le 23 janvier.

Le plan que nous poursuivons pour que, comme le disait notre slogan de campagne, nous puissions changer pour vrai.

Merci beaucoup.